



PROVINCE DE QUÉBEC
VILLAGE DE SENNEVILLE

RÈGLEMENT NUMÉRO 511

BY-LAW NUMBER 511

**RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE
DES ÉLUES ET ÉLUS MUNICIPAUX DU
VILLAGE DE SENNEVILLE**

**BY-LAW BYLAW ESTABLISHING THE
CODE OF ETHICS AND GOOD CONDUCT
FOR MUNICIPAL ELECTED OFFICIALS OF THE
VILLAGE OF SENNEVILLE**

Procédure suivie

Avis de motion et dépôt du projet de règlement / Notice of motion and tabling of the draft by-law:
24 mars 2026 / March 24, 2026

Avis public avisant du projet de règlement (art. 10, 11 et 12 LEDM) / Public notice announcing the draft by-law (Sections 10, 11, and 12 of the MEGCA):
20 avril 2026 / April 20, 2026

Adoption du règlement / Adoption of the by-law:
28 avril 2026 / April 28, 2026

Entrée en vigueur du règlement / Effective date of the by-law :
29 avril 2026 / April 29, 2026

Avis public de promulgation / Public notice of coming into force:
29 avril 2026 / April 29, 2026

Transmission d'une copie certifiée conforme au MAMH (art. 13.1 LEDM) / Transmission of a certified true copy to the MAMH (Section 13.1 of the MEGCA):
29 avril 2026 / April 29, 2026

Attestation des approbations

Original signé / Original signed

Julie Brisebois
Mairesse / Mayor

Original signé / Original signed

Cassandra Vilo
Assistante-greffière par intérim / Interim
Assistant-Clerk

<u>Table des matières</u>	<u>Table of Contents</u>
Article 1 : Titre	Article 1: Title
Article 2 : Application du code	Article 2: Application of the Code
Article 3 : Objectifs du code	Article 3: Objectives of the Code
Article 4 : Valeurs de la municipalité	Article 4: Values of the Municipality
Article 5 : Règles de conduite	Article 5: Rules of Conduct
Article 6 : Ingérence	Article 6: Interference
Article 7 : Mécanisme de contrôle	Article 7: Enforcement Mechanisms
Article 8 : Abrogation	Article 8: Repeal
Article 9 : Entrée en vigueur	Article 9: Entry into Force

<p>Article 1 <u>Titre</u></p> <p>Le titre du présent règlement est : Code d'éthique et de déontologie des élus et élus municipaux du Village de Senneville.</p>	<p>Article 1 <u>Title</u></p> <p>Title of this bylaw: Code of Ethics and Good Conduct for Municipal Elected Officials of the Village de Senneville.</p>
<p>Article 2 <u>Application du code</u></p> <p>Le présent code s'applique à tout membre du conseil du Village de Senneville.</p>	<p>Article 2 <u>Application of the Code</u></p> <p>This code applies to all members of the Village of Senneville town council.</p>
<p>Article 3 <u>Objectifs du code</u></p> <p>Le présent code poursuit les objectifs suivants :</p> <p>3.1. Accorder la priorité aux valeurs qui fondent les décisions d'un membre du conseil de la municipalité et contribuer à une meilleure compréhension des valeurs de la municipalité.</p> <p>3.2. Instaurer des normes de comportement qui favorisent l'intégration de ces valeurs dans le processus de prise de décision des élus et élus et, de façon générale, dans leur conduite à ce titre.</p> <p>3.3. Prévenir les conflits éthiques et s'il en survient, aider à les résoudre efficacement et avec discernement.</p> <p>3.4. Assurer l'application des mesures de contrôle aux manquements déontologiques.</p>	<p>Article 3 <u>Objectives of the Code</u></p> <p>This code has the following objectives:</p> <p>3.1. Give priority to the values underpinning decisions made by a member of the town council and contribute to a better understanding of the municipality's values.</p> <p>3.2. Establish standards of conduct that facilitate the integration of these values into the decision-making process of elected officials and, in a general manner, into their conduct in this capacity.</p> <p>3.3. Prevent ethical conflicts and, if they arise, help resolve them effectively and with discernment.</p> <p>3.4. Ensure the application of control measures in the event of breaches of ethics.</p>
<p>Article 4 <u>Valeurs de la municipalité</u></p> <p>Les valeurs suivantes servent de guide pour la prise de décision et, de façon générale, la conduite des membres du conseil municipal en leur qualité d'élus et d'élus, particulièrement lorsque les situations rencontrées ne sont pas explicitement prévues dans le présent code ou par les différentes politiques de la municipalité.</p> <p>4.1. L'intégrité</p> <p>Tout membre valorise l'honnêteté, la rigueur et la justice.</p> <p>4.2. La prudence dans la poursuite de l'intérêt public</p> <p>Tout membre assume ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe. Dans</p>	<p>Article 4 <u>Values of the Municipality</u></p> <p>The following values serve to guide decision-making and, in a general manner, the conduct of town council members in their capacity as elected officials, particularly when the situations are encountered that are not explicitly provided for under this code or in this municipality's different policies.</p> <p>4.1. Integrity</p> <p>All members shall uphold the values of honesty, thoroughness and fairness.</p> <p>4.2 Prudence in the pursuit of the public interest</p> <p>All members shall fulfil their responsibilities in relation to the public interest mission entrusted to them. In</p>

l'accomplissement de cette mission, il agit avec professionnalisme, ainsi qu'avec vigilance et discernement.

4.3. Le respect et la civilité envers les autres membres, les employés et employés de la municipalité et les citoyennes et citoyen.

Tout membre favorise le respect et la civilité dans les relations humaines. Il a droit à ceux-ci et agit avec respect et civilité envers l'ensemble des personnes avec lesquelles il traite dans le cadre de ses fonctions.

4.4 La loyauté envers la municipalité

Tout membre recherche l'intérêt de la municipalité

4.5 La recherche de l'équité

Tout membre traite chaque personne avec justice et, dans la mesure du possible, en interprétant les lois et règlements en accord avec leur esprit.

4.6. L'honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil municipal

Tout membre sauvegarde l'honneur rattaché à sa fonction, ce qui présuppose la pratique constante des cinq valeurs énumérées précédemment, soit l'intégrité, la prudence, le respect et la civilité, la loyauté et l'équité.

Article 5 Règles de conduite

5.1 Application

Les règles énoncées au présent chapitre doivent guider la conduite d'une personne élue à titre de membre du conseil municipal, d'un comité ou d'une commission :

- a. de la Municipalité

ou

- b. d'un autre organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil de la municipalité.

Les règles énoncées au présent article doivent guider la conduite d'un membre

fulfilling this mission, they shall act with professionalism, vigilance and discernment.

4.3 Respect and civility toward other council members, municipal employees and citizens

Every member shall demonstrate respect and civility in their human relations. They are entitled to respect and civility and shall act accordingly toward all those with whom they deal in the performance of their duties.

4.4 Loyalty to the municipality

All members shall work in the best interests of the municipality.

4.5. The quest for equity

All members shall treat any person with fairness and, where possible, by interpreting laws and regulations in accordance with their intent.

4.6. The honour attached to the office of town council member

All members shall uphold the honour attached to their office, which presupposes the consistent application of the five values cited above, namely integrity, prudence, respect and civility, loyalty and fairness.

Article 5 Rules of Conduct

5.1. Scope

The rules set out in this chapter shall guide the conduct of an elected official as a member of the town council, of a committee or of a commission:

- a. of the municipality

or

- b. of another body they sit on in their capacity as a member of the town council.

The rules set out in this section shall guide the conduct of a town council member after the expiry of their term.

du conseil municipal après la fin de son mandat à titre de membre du conseil.

5.2 Objectifs

Ces règles visent notamment à prévenir :

5.2.1. Toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;

5.2.2. Le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

5.3 Conflits d'intérêts

5.3.1 Il est interdit à tout membre du conseil municipal d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.3.2 Il est interdit à tout membre du conseil municipal de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

Le membre du conseil municipal est réputé ne pas contrevenir au présent article lorsqu'il bénéficie des exceptions prévues aux quatrième et cinquième alinéa de l'article 5.3.6.

5.3.3 Il est interdit à tout membre du conseil municipal de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont un conseil, un comité ou une commission dont il est membre du conseil municipal peut être saisi.

5.3.4 Il est interdit à tout membre du conseil municipal d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa

5.2 Purpose

The rules, in particular, aim to prevent:

5.2.1. Any situation where the private interest of a council member might impair their independence of judgment in the performance of their duties;

5.2.2. Favouritism, embezzlement, breach of trust and other misconduct.

5.3 Conflicts of interest

5.3.1 It is prohibited for a member of the town council to act, attempt to act or omit to act, in any way, in the performance of their duties, so as to further their private interests or improperly further those of another person.

5.3.2 It is prohibited for a member of town council to use their position to influence or attempt to influence another person's decision so as to further their private interests or improperly further those of another person.

The town council member is deemed not to have contravened this section when they benefit from the exceptions set out in the fourth and fifth paragraphs of section 5.3.6.

5.3.3 It is prohibited for a member of the town council to solicit, elicit, accept or receive any benefit, for themselves or another person, in exchange for taking a position on a matter that may be brought before a council, a committee or a commission on which the council member sits.

5.3.4 It is prohibited for a member of the town council to accept any gift, hospitality or other benefit, whatever its value, that is offered by a supplier of goods or

valeur, qui est offert par un fournisseur de biens ou de services ou, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

5.3.5 Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du conseil municipal du conseil municipal et qui n'est pas de nature purement privée ou visée par l'article 5.3.4 doit, lorsque sa valeur excède 200 \$, faire l'objet, dans les trente jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier ou du trésorier de la municipalité. Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception. Le greffier tient un registre public de ces déclarations.

5.3.6 Il est interdit à tout membre du conseil municipal de contrevenir à l'article 304 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2). Un membre ne doit pas avoir sciemment un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou un organisme visé à l'article 5.1.

Un membre du conseil municipal est réputé ne pas avoir un tel intérêt dans les cas suivants :

- a) Le membre a acquis son intérêt par succession ou par donation et y a renoncé ou s'en est départi le plus tôt possible;
- b) L'intérêt du membre du conseil municipal consiste dans la possession d'actions d'une compagnie qu'il ne contrôle pas, dont il n'est ni un administrateur ni un dirigeant et dont il possède moins de 10 % des actions émises donnant le droit de vote;
- c) L'intérêt du membre du conseil municipal consiste dans le fait qu'il est membre du conseil municipal, administrateur ou

services or that may impair their independence of judgment in the performance of their duties, or that may compromise their integrity.

5.3.5 Any gift, hospitality or other advantage received by a member of the town council that is not of a purely private nature or covered under section 5.3.4 must, when its value exceeds \$200, be subject, in the 30 days following its receipt, to a written disclosure statement by this member with the clerk or treasurer of the municipality. This disclosure statement must include an accurate description of the gift, hospitality or benefit received and specify the name of the donor and the date on which and the circumstances under which it was received. The clerk keeps a public register of these disclosure statements.

5.3.6 It is prohibited for a member of the town council to contravene section 304 of the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (chapter E-2.2). A member must not knowingly have a direct or indirect interest in a contract with the municipality or a public body referred to in section 5.1.

A member of the town council shall be deemed not to have such an interest in the following cases:

- a) The member acquires their interest by succession or gift and renounces or divests themselves of it as soon as practicable;
- b) The interest of the member consists in holding shares of a company which they do not control, of which they are neither a director nor an executive officer and of which they possess less than 10% of the voting shares issued;
- c) The interest of the member of the town council arises from the fact that they are a member of the town council, director or

dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre du conseil municipal, administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil de la municipalité ou de l'organisme municipal;

- d)** Le contrat a pour objet une rémunération, une allocation, un remboursement de dépenses, un avantage social, un bien ou un service auquel le membre du conseil municipal a droit à titre de condition de travail attachée à sa fonction au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal;
- e)** Le contrat a pour objet la nomination du membre à un poste de fonctionnaire ou d'employé dont l'occupation ne rend pas inéligible son titulaire;
- f)** Le contrat a pour objet la fourniture de services offerts de façon générale par la municipalité ou l'organisme municipal;
- g)** Le contrat a pour objet la vente ou la location, à des conditions non préférentielles, d'un immeuble;
- h)** Le contrat consiste dans des obligations, billets ou autres titres offerts au public par la municipalité ou l'organisme municipal ou dans l'acquisition de ces obligations, billets ou autres titres à des conditions non préférentielles;
- i)** Le contrat a pour objet la fourniture de services ou de biens que le membre est obligé de faire en faveur de la municipalité ou de l'organisme municipal en vertu d'une disposition législative ou réglementaire;

executive officer of another municipal body, a public body within the meaning of the *Act respecting Access to documents held by public bodies and the protection of personal information*, a non-profit organization or an organization of which they are required by law, as a member of the council of that municipality or that municipal body, to be a member, a director or an executive officer;

- d)** The object of the contract is a remuneration, an allowance, the reimbursement of expenses, social benefits, goods or services to which the member is entitled as a condition of employment attached to their duties with the municipality or municipal body;
- e)** The object of the contract is the appointment of the member to a position as an officer or employee, provided that the position is not one that makes its holder ineligible;
- f)** The object of the contract is the furnishing of services offered to the public by the municipality or the municipal body;
- g)** The object of the contract is the sale or leasing, on non-preferential terms, of an immovable;
- h)** The contract consists of bonds, notes or other securities offered to the public by the municipality or the municipal body or in the acquisition of such bonds, notes or securities on non-preferential terms;
- i)** The object of the contract is the furnishing of goods or services that the member has an obligation to furnish to the municipality or municipal body pursuant to a legislative or regulatory provision;

- j) Le contrat a pour objet la fourniture d'un bien par la municipalité ou l'organisme municipal et a été conclu avant que le membre n'occupe son poste au sein de la municipalité ou de l'organisme et avant qu'il ne pose sa candidature à ce poste lors de l'élection où il a été élu;
- k) Dans un cas de force majeure, l'intérêt général de la municipalité ou de l'organisme municipal exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre.

5.3.7 Il est interdit à tout membre du conseil municipal de contrevenir à l'article 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2).

Le membre du conseil municipal qui est présent à une séance au moment où doit être prise en considération une question à laquelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier doit divulguer la nature générale de cet intérêt, avant le début des délibérations sur cette question. Il doit aussi s'abstenir de participer à ces délibérations, de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question. Lorsque la séance n'est pas publique, le membre du conseil municipal doit, en plus de ce qui précède, divulguer la nature générale de son intérêt, puis quitter la séance, pour tout le temps que dureront les délibérations et le vote sur cette question.

Lorsque la question à propos de laquelle un membre du conseil municipal a un intérêt pécuniaire est prise en considération lors d'une séance à laquelle il est absent, il doit, après avoir pris connaissance de ces délibérations, divulguer la nature générale de son intérêt, dès la première séance à laquelle il est présent après avoir pris connaissance de ce fait.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où l'intérêt du membre du conseil municipal consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses,

- j) The object of the contract is the furnishing of goods by the municipality or municipal body and where the contract was entered into before the member held office as a member of the municipality or body and before he became a candidate at the election in which he was elected;
- k) In a case of irresistible force, where the general interest of the municipality or municipal body requires that the contract be entered into in preference to any other contract.

5.3.7 It is prohibited for a member of the town council to contravene section 361 of the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (chapter E-2.2).

A member of the town council who is present at a sitting when a matter in which they have a direct or indirect pecuniary interest is taken up for consideration shall disclose the general nature of their interest before discussions on the matter are begun. They must also abstain from participating in the discussions and from voting or attempting to influence the vote on that matter. Where a sitting is not public, the member, in addition to the preceding, shall, after disclosing the general nature of their interest, leave the sitting while the matter is being discussed and voted on.

When the matter in which a member of the town council has a pecuniary interest is taken up for consideration at a sitting not attended by the member, the member, after becoming aware of the said discussions, must disclose the general nature of their interest at the first sitting that they attend after becoming aware of that fact.

This section does not apply where the interest of the member of town council consists of remuneration, allowances, reimbursements of expenses, social benefits or other

des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail attachés à ses fonctions au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal.

Il ne s'applique pas non plus dans le cas où l'intérêt est tellement minime que le membre du conseil municipal ne peut raisonnablement être influencé par lui.

5.4 Utilisation des ressources de la municipalité

Il est interdit à tout membre du conseil municipal d'utiliser les ressources de la municipalité ou de tout autre organisme visé à l'article 5.1, à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions.

La présente interdiction ne s'applique pas lorsqu'un membre du conseil municipal utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise à la disposition des citoyens.

5.5 Utilisation ou communication de renseignements confidentiels

Il est interdit à tout membre du conseil municipal d'utiliser, de communiquer, ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas généralement à la disposition du public, pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

5.6 Après-mandat

Dans les douze mois qui suivent la fin de son mandat, il est interdit à un membre du conseil municipal d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du conseil municipal.

5.7 Abus de confiance et malversation

Il est interdit à un membre du conseil municipal de détourner à son propre usage ou à l'usage d'un tiers un bien appartenant à la municipalité.

conditions of employment attached to their duties with the municipality or the municipal body.

Nor does it apply where the interest is so minor that the member could not reasonably be influenced by it.

5.4 Use of resources of the municipality

It is prohibited for a member of the town council to use the resources of the municipality or of any other body referred to in section 5.1 for personal purposes or for purposes other than activities related to the performance of their duties.

This prohibition does not apply when a member of the town council uses a resource made available to citizens on non-preferential terms.

5.5 Use or communication of confidential information

It is prohibited for a member of the town council to use or communicate, or attempt to use or communicate, whether during or after their term, information obtained in or in connection with the performance of their duties that is not generally available to the public so as to further their private interests or those of another person.

5.6 After term of office

In the 12 months after the expiry of their term, it is prohibited for a member of the town council to serve as a director or officer or senior executive of a legal person or hold employment or any other position so as to obtain for themselves or another person undue benefit from their prior office as town council member.

5.7 Breach of trust and embezzlement

It is prohibited for a member of the council to misappropriate goods belonging to the municipality for their private use or the use of a third party.

5.8 Annonce lors d'une activité de financement politique

Il est interdit à tout membre du conseil municipal de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

5.9 Respect et civilité

Il est interdit à tout membre du conseil municipal de se comporter de façon irrespectueuse envers les autres membres du conseil municipal, les employés municipaux ou les citoyens par l'emploi, notamment, de paroles, d'écrits ou de gestes vexatoires, dénigrants ou intimidants ou de toute forme d'incivilité de nature vexatoire.

5.10 Honneur et dignité

Il est interdit à tout membre du conseil municipal d'avoir une conduite portant atteinte à l'honneur et à la dignité de la fonction d'élu.

5.11 Formation du personnel de cabinet

Le membre du conseil municipal de qui relève du personnel de cabinet doit veiller à ce que le personnel dont il est responsable suive la formation prévue à l'article 5.5 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*.

Article 6 Ingérence

Un membre du conseil municipal ne peut s'ingérer dans l'administration quotidienne de la Municipalité. Constitue notamment de l'ingérence, le fait de donner des directives aux employés municipaux, autrement qu'à l'occasion d'une prise de décision en séance publique du conseil municipal en fonction d'une directive de la direction générale, ou de communiquer avec des employés municipaux pour obtenir des informations non généralement accessibles au public autrement que par une procédure établie par la municipalité.

Il est entendu que le membre du conseil qui est membre d'un comité, ou d'une

5.8 Announcement during a political financing activity

It is prohibited for a member of the town council to announce, during a political financing activity, the carrying out of a project, the making of a contract or the granting of a subsidy by the municipality, unless a final decision regarding the project, contract or subsidy has already been made by the competent authority of the municipality.

5.9 Respect and civility

It is prohibited for a member of the town council to behave in a disrespectful manner toward other members of the municipal council, municipal employees or citizens, in particular by using vexatious, denigrating or intimidating language, writings or gestures or any form of vexatious incivility.

5.10 Honour and dignity

It is prohibited for a member of the town council to behave in a way that undermines the honour and dignity of the office of the elected official.

5.11 Training of office personnel

The member of the town council to whom reports office personnel must ensure that the employees under their authority participate in the professional development program provided for in section 5.5 of the *Municipal Ethics and Good Conduct Act*.

Article 6 Interference

A member of the town council shall not interfere in the daily administration of the municipality. In particular, interference consists in issuing directives to municipal employees, other than when a decision is taken in a public session of the town council pursuant to a directive issued by senior management, or communicating with municipal employees for purposes of getting information not generally available to the public other than by a procedure established by the municipality.

It is understood that a council member who is a member of a committee or a

commission formée par le conseil municipal ou qui est mandaté par le conseil municipal pour représenter la Municipalité dans un dossier particulier, peut toutefois devoir collaborer avec la direction générale et les employés municipaux. Cette collaboration est limitée au mandat lui ayant été attribué par le conseil municipal.

En aucun cas le présent article ne peut être appliqué ou interprété de manière à limiter le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle du maire lui étant dévolu en vertu de la loi.

Article 7 **Mécanisme de contrôle**

Tout manquement à une règle prévue au présent code par un membre du conseil municipal peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes :

- a) La réprimande;
- b) La participation à une formation sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, aux frais du membre du conseil municipal, dans le délai prescrit par la Commission municipale du Québec;
- c) Le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période que la Commission municipale du Québec détermine, en tant que membre d'un conseil municipal, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou d'un organisme visé à l'article 4;
- d) Une pénalité, d'un montant maximal de 4 000 \$, devant être payée à la municipalité;
- e) La suspension du membre du conseil municipal pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours; cette suspension pouvant avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat s'il est réélu lors d'une élection tenue pendant sa suspension et que celle-ci n'est pas terminée le jour où débute son nouveau mandat.
- f) La remise à la municipalité, dans les trente jours de la

commission formed by municipal council or who is authorized by town council to represent the municipality on a specific matter can be required, however, to collaborate with senior management and municipal employees. This collaboration is limited to the mandate assigned to them by the town council.

Under no circumstances can this section be applied or interpreted as limiting the right of superintendence, investigation and control vested in the mayor under law.

Article 7 **Control mechanisms**

Any violation by a member of the town council of a rule set out in this code may entail the imposition of the following sanctions:

- a) A reprimand;
- b) Participation in a professional development program on municipal ethics and good conduct, at the town council member's expense, within the time prescribed by the Commission municipale du Québec;
- c) The reimbursement of the remuneration, allowances or other sums received, for the period determined by the Commission, as member of a council, committee or commission of the municipality or member of a body referred to in section 4;
- d) A penalty not exceeding \$4,000, to be paid to the municipality;
- e) The suspension of the council member for a period of up to 90 days; such a suspension may continue after the expiry of the member's term if they are re-elected in an election during the suspension and the latter has not expired on the day that the member's new term begins.
- f) The delivery to the municipality, within 30 days

décision de la Commission municipale du Québec :

- i. du don, de la marque d’hospitalité ou de l’avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;
- ii. de tout profit retiré en contravention d’une règle du présent code.

Lorsqu’un membre du conseil municipal est suspendu, il ne peut exercer aucune fonction liée à sa charge de membre du conseil municipal et, notamment, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la municipalité, ou en sa qualité de membre d’un conseil municipal, d’un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation, ou toute autre somme de la municipalité ou d’un tel organisme.

Article 8 Abrogation

Le présent règlement abroge le *Règlement numéro 491 sur le code d’éthique et de déontologie des élus et élus municipaux du Village de Senneville*, adopté le 22 février 2022 par la résolution 2022-02-529 et ses amendements.

Article 9 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur suivant la Loi.

Original signé / Original signed

Julie Brisebois
Mairesse

after the decision of the Commission municipale du Québec:

- i. of any, or of the value of any, gift or hospitality or benefit received;
- ii. of any profit made in violation of a rule set out in this code.

When suspended, a council member may not perform any duty related to the office of town council member, in particular, may not sit on any council, committee or commission of the municipality or on any other body in their capacity as council member, nor may the council member receive any remuneration, allowance or other sum from the municipality or such a body.

Article 8 Repeal

This bylaw repeals *Bylaw no. 491 establishing the code of ethics and good conduct for the municipal elected officers of the Village of Senneville*, adopted on February 22, 2022 by resolution 2022-02-529 and its amendments.

Article 9 Coming into Force

This bylaw comes into force in accordance with the law.

Original signé / Original signed

Cassandra Vilo
Assistante-greffière par intérim